

OPTIONS

au cœur  du social

[\(https://journaloptions.fr/\)](https://journaloptions.fr/)

Environnement : changeons le monde à partir de nos responsabilités professionnelles

10 novembre 2022

écologie(<https://journaloptions.fr/themes/ecologie/>),
environnement(<https://journaloptions.fr/themes/environnement/>)



DR

Par Caroline Blanchot, secrétaire nationale de l'Ugict-CGT

La Cop 27 sur le climat se tient en ce moment en Égypte. Sept années ont passé depuis la Cop 21 de Paris, qui avait abouti à un accord censé marquer un tournant dans la lutte contre le réchauffement climatique : il engageait en effet tous les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (Ges) et à maintenir le réchauffement sous la barre des 2 °C d'ici à 2100.

C'est un euphémisme d'affirmer que c'est un échec !

Les émissions de gaz à effet de serre progressent d'un peu plus de 1 % chaque année, et en 2035 la température terrestre aura augmenté de 1,5 °C. Si les efforts en matière de réduction mondiale de ces gaz ne sont pas renforcés significativement, le réchauffement climatique pourrait s'établir à plus de 4 °C d'ici la fin du siècle.

Il y a urgence à agir et à trouver des solutions concrètes et mesurables qui engagent les politiques et les gouvernements, et permettent de dépasser les beaux discours et le greenwashing.

Les politiques climatiques nationales autocentrées sont dépassées. Il faut une écologie plus contraignante, y compris en inscrivant dans la loi l'obligation de réduire les Ges avec un réel débat public national sur ces questions. Il faut une écologie globale et mondialisée qui permette de sortir des logiques de course aux profits des investisseurs et du marché de la concurrence. L'exemple de la France est criant. Entre 1995 et 2019, selon le ministère de l'Environnement, les émissions de CO2 sur le territoire ont baissé de 25 % et les émissions de CO2 importées ont augmenté de 75 %. Si bien que près de 51 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'importation de biens et de services. Seul un tiers des produits manufacturés et consommés en France sont produits sur notre territoire, selon l'Insee.

Cette inaction de nos gouvernements – pire, cette accentuation de la dégradation de notre planète et de sa capacité vitale – est impardonnable et incite de plus en plus de personnes à s'exprimer par des actions atypiques, comme recouvrir de peinture des œuvres d'art, s'enchaîner sur un stade ou coller ses mains sur une voiture haut de gamme. Mais qui est condamnable ? Ces lanceurs d'alertes pacifiques qui ont l'impression de ne pas avoir d'autres choix pour exprimer leurs inquiétudes, ou nos dirigeants, qui font tout pour ne pas tenir compte des analyses des experts du Giec ?

Il faut répondre aux besoins de l'humanité, tout en préservant notre environnement et en répondant aux enjeux sociaux, sociétaux. Non en l'abordant sous l'angle du rationnement.

Ce changement est impossible sans transformation profonde de l'économie française au moyen d'une transition juste, abordable, planifiée et sociale. Cela nécessite une rupture franche avec les ressorts du capitalisme mondialisé et les objectifs de rentabilité à court terme, incompatibles avec une planification environnementale à long terme.

Nous pouvons et devons produire et consommer autrement. La crise sanitaire a mis en évidence la perte de nos capacités de recherche et de production, et l'impasse des délocalisations vers des pays de moins-disant social et environnemental. Les grands groupes n'en continuent pas moins à tailler dans leurs effectifs d'ingénierie et de recherche. Il nous faut mettre fin à cette société qui n'a pas d'avenir ; en développer une nouvelle favorisant les emplois en France, l'économie circulaire, la fin de l'obsolescence programmée, le recul du libre-échange concurrentiel, prédateur des ressources naturelles, des femmes et des hommes, investir massivement dans les services publics, notamment dans le transport de marchandises par le réseau ferré. Il faut abandonner la mise en concurrence et favoriser la coopération entre entreprises, entre pays.

Cadres et professions intermédiaires, nous avons, grâce à nos responsabilités professionnelles, accès à des informations et à des leviers d'action stratégiques. Pourtant, on nous demande de laisser notre conscience environnementale au vestiaire, on nous cantonne, au mieux, à des actions de greenwashing. Or c'est bien la finalité et l'organisation de la production qu'il faut revoir.

Pour ce faire, l'Ugict-Cgt a construit un outil pour réorienter la finalité, le contenu et l'organisation du travail : le Radar travail et environnement repose sur la micro-expertise des salarié·es, et notamment de l'encadrement, et vise à collecter leurs propositions en complément de l'état des lieux réalisé par les représentant·es du personnel.

L'outil vise à permettre un plein exercice de la responsabilité professionnelle et à regagner la maîtrise de la finalité de notre travail pour contribuer, à notre de chacune et de chacun, à changer le monde.

¹(Source : ministère de l'Environnement – Rapport sur l'environnement en France 2020)

² (Source INSEE)